



Pour diffusion immédiate : 29/05/2023

GOVERNEURE KATHY HOCHUL

À SAVOIR : ÉDITORIAL DU JOURNAL BUFFALO NEWS : LES LOIS RELATIVES AUX ARMES À FEU ET UNE APPROCHE PLUS RAISONNABLE FONT DE CET ÉTAT UN LIEU PLUS SÛR QUE LE TEXAS SANGUINAIRE

Le Buffalo News a publié aujourd'hui un éditorial consacré à la violence armée et à la manière dont la gouverneure Hochul a renforcé la législation de l'État de New York en matière d'armes à feu. Le texte de l'éditorial est repris ci-dessous et peut être consulté en ligne en cliquant [ici](#).

Si les choix que nous faisons peuvent nous définir - et s'il est vrai que ne rien faire constitue également un choix - un article publié récemment par le Buffalo News montre que les habitants de cet État peuvent se féliciter de vivre ici et non pas au Texas, un territoire dominé par les armes à feu.

Ces deux États ont souffert de terribles tragédies l'année dernière. À Buffalo, dix habitants noirs ont été assassinés par un adolescent raciste, tandis que quelques jours plus tard, à Uvalde, au Texas, un autre adolescent a abattu 19 élèves de l'école primaire et deux enseignants. Les deux tueurs ont utilisé des fusils de type AR-15, l'arme préférée des tueurs de masse américains.

À New York, la réaction ne s'est pas fait attendre. La gouverneure Kathy Hochul et les législateurs de l'État ont reconnu les lacunes de la législation sur les armes à feu et ont pris des mesures pour la renforcer. Parmi ces mesures, la loi new-yorkaise dite du « drapeau rouge » (red flag law) qui, si elle avait été mise en œuvre à l'encontre du tireur, aurait peut-être permis d'éviter une terrible tragédie.

Mais au Texas, l'effusion de sang et le deuil de toute une communauté ne semblent pas avoir la moindre importance, du moins pas officiellement. Non seulement le gouvernement de l'État a choisi de ne rien faire suite à cette tragédie humaine, mais son gouverneur a fait tout ce qu'il pouvait pour célébrer non seulement les armes à feu, mais aussi pour féliciter un meurtrier originaire d'une autre partie de l'État.

Il ne s'agit pas ici du deuxième amendement, l'obscur protection des armes à feu accordée par les pères fondateurs. Cette protection n'est pas plus absolue que ne l'est le premier amendement. Les droits ont des limites ; elles sont peut-être floues et

sujettes à interprétation, mais elles existent, quelles que soient les vociférations des absolutistes.

Il s'agit ici de priorités : la sécurité publique plutôt que le droit de détenir n'importe quel type d'arme ; la vie des enfants plutôt que le droit de porter des armes à feu conçues pour des meurtres de masse. À New York, on est prêt à tenir compte des faits, tandis qu'au Texas, on se sent obligé, et c'est apparemment irrésistible, d'ignorer ces faits, quelle que soit la quantité de sang versée ou le jeune âge des victimes.

Les lois sur les armes à feu comptent. Outre une culture plus équilibrée, les lois new-yorkaises contribuent à faire de cet État un lieu beaucoup plus sûr que le Texas, comme en témoignent les statistiques frappantes des Centres de contrôle et de prévention des maladies. Pour l'année 2021, la dernière année de référence, le taux de mortalité par arme à feu de New York était de 5,4 pour 100 000. Au Texas, ce taux était presque trois fois plus élevé qu'à New York, avec 15,6 pour 100 000. De même, alors que le taux d'homicide était de 4,8 pour 100 000 dans l'État de New York, il était presque deux fois plus élevé au Texas, avec 8,2 pour 100 000. Ces chiffres sont révélateurs. Le culte des armes à feu est un facteur prédictif de la mortalité.

Il s'agit d'un problème de nature culturelle au Texas, comme le montre clairement l'imprudence de son gouverneur. À Austin, un jury a condamné un individu pour le meurtre d'un homme armé, oui, nous sommes au Texas, qui dénonçait les brutalités policières. Mais l'attachement de cet État à la culture des armes à feu, et son animosité à l'égard des protestations, est tel que le gouverneur Greg Abbott veut le gracier. Il s'agit là d'une nouvelle preuve de la dégradation croissante de la santé mentale du pays.

Le soutien apporté à une législation rationnelle en matière d'armes à feu transcende les clivages politiques. De nombreux détenteurs d'armes à feu comprennent eux-mêmes la nécessité des contrôles légitimes. Le rejet catégorique de ces contrôles est largement l'apanage de l'extrême droite, souvent sous le couvert romantique de vouloir protéger le pays contre le risque imaginaire d'une attaque menée par leur propre gouvernement.

Ce n'est pas ce qui s'est passé le 6 janvier 2021. Ce jour-là, ce furent des membres de l'extrême droite, parfois armés, qui cherchèrent par la violence à faire annuler une élection juste au profit d'un président battu qui avait affiché son dédain pour la Constitution. L'intérêt des lois sur les armes à feu est donc en partie de protéger les Américains respectables contre les extrémistes qui ont trop facilement accès à ces armes.

Les lois relatives au contrôle des armes à feu ne sont parfaites dans aucun État, comme en témoignent les meurtres perpétrés le 14 mai dans le supermarché Tops de Jefferson Avenue. Mais les lois contre le meurtre ne le sont pas non plus. Chacun fait ce qu'il peut.

Bien entendu, une intervention de Washington serait beaucoup plus efficace. Même avec une législation efficace dans les États, il est trop facile d'introduire des armes provenant d'États qui bénéficient de cette culture des armes à feu. Une fois de plus, les chiffres démontrent la nécessité d'agir. Comme en témoigne le site healthdata.org, les États-Unis sont un cas à part en matière de violence armée, puisqu'ils sont en tête de tous les pays et territoires riches comptant une population d'au moins 10 millions d'habitants. Et de loin : le taux de 4,12 homicides par arme à feu pour 100 000 habitants est plus de deux fois supérieur à celui du Chili, qui occupe la deuxième place avec un taux de 1,82 pour 100 000 habitants. Le taux du Canada est de 0,5 et celui du Royaume-Uni de 0,04.

C'est pire qu'un simple fait embarrassant. Il s'agit d'une malversation, à savoir un manquement à l'obligation d'agir face à des faits qui tuent des Américains. Pour cette année déjà, les archives sur la violence armée (Gun Violence Archive) font état de 243 fusillades de masse, soit environ 1,7 par jour, et de 23 meurtres de masse, soit un peu plus d'un par semaine.

Ce bilan de la violence et de l'indifférence du gouvernement fédéral est effroyable. Mais il est agréable de résider dans l'État de New York.

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418